



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Haïti

Question écrite n° 80497

Texte de la question

M. Guy Lefrand appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et européennes sur la situation des 500 enfants apparentés à des familles françaises avant le séisme en Haïti et encore là-bas près de quatre mois plus tard. Le Gouvernement français s'est engagé à favoriser le rapatriement de tous les enfants haïtiens adoptés avec un jugement homologué. Grâce à des mesures mises en place, les enfants évacués depuis le séisme ont des passeports et des visas. Or, le 21 avril 2010, ces mesures ont été stoppées, ce qui pénaliserait, selon les familles adoptives en attente, les 500 enfants encore sur place. Il y aurait chaque jour en Haïti d'avantage d'enfants détenteurs d'un jugement et pour lesquels rien ne serait pour le moment envisagé ; l'ambassade n'accepterait même plus les dossiers. La création d'une commission mixte franco-haïtienne permettrait-elle d'accélérer le traitement des dossiers, tels ces dossiers qui requièrent une dispense présidentielle haïtienne ? Conscient que le Gouvernement se doit de respecter les règles de la convention de La Haye et faire preuve d'une extrême prudence, il souhaiterait savoir quelles mesures il entend prendre pour que des mesures d'accélération de traitement des dossiers en instance à l'IBESR soient appliquées, afin que ceux-ci fassent plus rapidement l'objet d'un jugement d'adoption.

Texte de la réponse

Les autorités françaises s'attachent à traiter au mieux les procédures d'adoption qui étaient en cours avant le séisme survenu le 12 janvier en Haïti, avec pour première préoccupation l'intérêt de l'enfant. L'adoption dans ce pays revêt un caractère particulier. Les enfants ne sont, dans leur très grande majorité, pas orphelins mais confiés par les parents biologiques aux crèches en vue de leur adoption. Ils ne sont pas abandonnés au sens où nous l'entendons. Il s'agit la plupart du temps d'un « laisser-partir », sans rupture totale des liens, vers une opportunité de vie meilleure, ailleurs. Haïti ne reconnaît, en outre, que l'adoption simple. Souvent, les parents biologiques rencontrent les parents adoptifs quand ceux-ci viennent chercher l'enfant et demandent à recevoir des nouvelles, généralement par l'intermédiaire des crèches. Le ministère des affaires et étrangères et européennes a entrepris, depuis le séisme, de permettre l'accueil en France, par leurs parents adoptifs, des enfants haïtiens pour lesquels un jugement d'adoption a été rendu, et ce dans les meilleures conditions pour les enfants comme pour les familles. À ce jour, la situation de 591 enfants haïtiens dont la procédure a atteint le stade du jugement a pu être réglée, les dernières familles concernées regagnant actuellement la France avec leurs enfants. Les enfants qui se trouvaient en voie d'adoption, mais dont la procédure n'a pas encore atteint le stade du jugement, ne sont pas encore adoptés au regard de la loi haïtienne, même si des liens affectifs ont pu se créer avec les familles. Pour ces 445 enfants, l'ambassade de France à Port-au-Prince, à la demande du ministre, a engagé des démarches auprès de chacun des services administratifs haïtiens intervenant dans le processus de délivrance des passeports. L'objectif recherché est de faciliter et d'accélérer les différentes étapes de la phase postjugement afin de réduire le délai de délivrance du passeport de l'enfant à un ou deux mois, au lieu des six voire douze mois, constatés antérieurement au séisme. Des discussions sont actuellement en cours, à cette fin, avec les autorités haïtiennes et nous espérons aboutir à une solution, en accord avec ces dernières. Par ailleurs, s'agissant de la situation sanitaire, évoquée par l'honorable parlementaire, l'ambassade de France,

afin d'apporter son aide et son assistance à tous ces enfants, poursuit ses visites de crèches, veille à leur approvisionnement en denrées alimentaires et produits pharmaceutiques, en liaison avec l'UNICEF et le programme alimentaire mondial, et réagit à toutes les alertes humanitaires qui lui sont communiquées.

Données clés

Auteur : [M. Guy Lefrand](#)

Circonscription : Eure (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 80497

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 juin 2010, page 6196

Réponse publiée le : 6 juillet 2010, page 7542